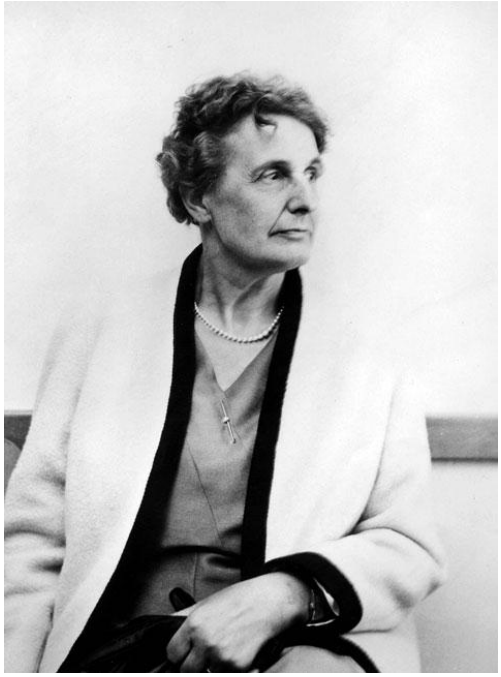

# Entretien avec Maryvonne Braunschweig (CNRD), mercredi 2 octobre 2019
# Lycée International François 1er
# Astrid van de Blankevoort (TES1) et Ninog Jouanno (TS3)

**Astrid (A)- Pourquoi consacrez-vous depuis longtemps une partie de votre temps à la mémoire de la déportation ?**

Maryvonne Braunschweig (MB)- J'étais professeur d'Histoire au collège de la Vallée à Avon. En mai 1987 s'est ouvert le procès Barbie. Ce procès a eu un retentissement formidable en France. Le premier ministre était Jacques Chirac. Devant l'ampleur de l'événement, il a fait envoyer une circulaire dans tous les établissements scolaires disant qu'il fallait parler à nos élèves. Il demandait aux enseignants de parler de ce procès Barbie. Ce serait long de vous donner tous les éléments. Mais c'est l'histoire de l'arrestation d'une quarantaine d'enfants dans un établissement perdu en montagne par le chef de la Gestapo de Lyon. Ce chef s'appelait Klaus Barbie. On venait enfin de l'arrêter et de le transférer en France (il s'était réfugié en Bolivie) et enfin il allait y avoir son procès. Cette arrestation d'enfants était l'élément à charge le plus important pour le faire condamner au nom du crime contre l'Humanité. Donc, on nous disait d'en parler, d'expliquer. Et je me trouve devant le panneau d'affichage en même temps qu'un collègue de Français avec qui j'échangeais, mais pas plus que ça. On lit ensemble cette circulaire. C'est lui qui me dit (c'était quelqu'un de féru en cinéma):
- Est-ce que tu sais que, sans être tout à fait comparable, il y a eu une histoire d'enfants déportés à Avon ? Pas besoin simplement de parler des enfants d'Izieu, perdus dans l'Ain, il y a eu aussi les enfants d'Avon.
- Ah bon?
Et tous les deux on décide de se lancer dans un projet d'action éducative. Dans l'Éducation nationale, on créait des processus pédaogogiques souvent de courte durée et expérimentaux qui duraient trois ou quatre ans avant d'être suppriméset remplacés. Donc à l'époque il y avait les PAE, les Projets d'action éducative. C'étaient des projets d'activités interdisciplinaires, on pouvait mélanger les niveaux, casser les structures de classe et se donner un objectif commun transdisciplinaire ; cela pouvait permettre d'obtenir de petits moyens : quelques heures supplémentaires pour les profs, quelques crédits pour acheter un peu de matériel… En juin 1987 on demande au dernier conseil d'administration l'autorisation de se lancer dans un tel projet. D'autant que ce collègue, Bernard Gidel, qui suivait de près l'actualité cinématographique, savait qu'un film était en tournage, non pas à Avon mais à Provins. Il retraçait une histoire qui s'était passée à Avon. On part de cette idée : il y a un film en tournage, il y a une histoire à Avon. On était en 1987. Deux ans auparavant – mais je n'y avais pas fait spécialement attention – le maire d'Avon, Rémy Dumoncel, mort en déportation et

le Père Jacques mort en déportation, viennent d'être reconnus Justes parmi les Nations. Donc en 1987, Bernard Gidel et moi, on s'y intéresse tous les deux et nous préparons notre PAE. Et à la rentrée de septembre, on se lance. On a eu une chance inouïe. On ne savait rien de ce film, sauf qu'il racontait cette histoire. La chance inouïe, c'est que la veille de la rentrée scolaire (on rentrait le 15 septembre), on apprend qu'à Venise, le Lion d'Or – le premier prix du festival – a été attribué à ce film, *Au Revoir les Enfants*, que Louis Malle avait tourné à Provins. Autre chance, le film est programmé à l'Ermitage à Fontainebleau au mois d'octobre. D'autre part, j'entre en contact avec un élu d'Avon, adjoint au maire à la culture. Localement tout le monde savait que c'était d'Avon qu'on parlait dans le film ; ailleurs personne ne le savait et beaucoup l'ignorent encore. L'adjoint au maire nous donne l'adresse de la sœur aînée de Hans-Helmut Michel, le camarade de classe de Louis Malle et qui habitait à Paris .On a alors lancé le projet. Personnellement, j'animais depuis plusieurs années dans cet établissement un club disons d'éducation civique, bénévolement, à l'heure du déjeuner. J'avais un petit groupe d'élèves depuis deux, trois ans. C'était ce que l'on appelait un club Unesco. On travaillait sur différentes choses : sur le Cambodge, sur la guerre en général et en particulier celle de 14-18…. C'était un club dédié aux droits de l'Homme, en tous les cas à ces questions-là. Et donc, au mois de mai, j'avais dit à mes élèves, qui étaient essentiellement des élèves de 4e, qu'on continuerait le club Unesco mais qu'on aurait un nouveau projet : faire un travail d'histoire et de mémoire sur l'histoire des enfants déportés d'Avon. Et le petit noyau d'élèves du club que j'avais eus en 6e, désormais en 3e, se trouvaient dansune classe que j'avais en histoire géographie. Ils étaient presque tous dans cette classe-là. Quand le film passe à l'Ermitage, on emmène tout le collège puisque le projet avait été voté en CA. La moitié le matin, la moitié l'après-midi, tous les élèves du collège ont vu le film. Je n'ai jamais vu des élèves aussi bouleversés ! C'était une histoire dont on ne parlait pas tellement à l'époque. Bien sûr, il y avait le procès Barbie qui était en cours, et qui a duré plusieurs mois. Mais ils étaient émus parce que c'était une histoire qui était proche d'eux et une histoire d'enfants et il y avait une identification, l'histoire sortait du passé et devenait présente. À Avon. C'était quelque chose ! Mais quelque chose ! Beaucoup sont ressortis en larmes. Je ne pense pas que l'on serait aussi ému aujourd'hui, mais à l'époque, ça a vraiment eu un effet énorme. Si bien que des élèves qui n'étaient pas membres sont venus au club. J'ai eu une quarantaine de participants dont une quinzaine de fidèles qui étaient là tout le temps. On est parti comme ça ! J'aipu aller voir la sœur de Hans-Helmut Michel la veille de la projection du film. J'ai été personnellement bien plus bouleversée par son histoire réelle que par le film vu le lendemain avec les élèves ! On a eu la chance d'avoir des témoins de l'époque : anciens élèves, anciens professeurs de ce petit collège des Carmes, anciens Avonnais liés à cette histoire, famille du maire, d'autres résistants et anciens déportés…. On est parti à leur recherche. On a fait de la recherche historique, de la recherche de témoins et ça a passionné les élèves. Ça m'a passionnée aussi et depuis, de fil en aiguille, je n'ai plus arrêté. Mais s'il n'y avait pas eu ce point de départ, je n'aurais sans doute jamais travaillé sur ces questions. Je me suis laissé convaincre par des déportés, rencontrés alors, de les rejoindre dans leurs associations où je me suis peu à peu engagée et quand on entre dans une association il est difficile de s'en retirer.

**Ninog (N)- Cela fait environ trente ans maintenant que vous vous adressez aux jeunes au sujet de la déportation. Est-ce que vous trouvez que les réactions des jeunes et leurs questions ont évoluées au cours de ces années ?**

MB- L'année où on a fait cette recherche, c'était vraiment une année exceptionnelle pour le groupe des élèves les plus motivés. De plus ils ont fait des travaux dans toutes les matières. Ils ont fait des rédactions, des dessins. Ils ont traduit des articles de presse étrangère. Ils ont même fait une étude en sciences naturelles autour du régime alimentaire des déportés qui expliquait leur amaigrissement absolu. Ces élèves ont vraiment connu une grande émotion cette année-là. Les années suivantes j'ai fait venir des déportés dans mes classes : on ressentait aussi une forte émotion chez les jeunes. Une expo et un livre sont parus, le livre s'est vendu à plus de 4 000 exemplaires et l'argent gagné a permis deux ans après à treize anciens du club, les plus motivés, de faire un voyage de mémoire de cinq jours à Auschwitz et Maïdanek mêlés à des familles de déportés. Par la suite aussi j'ai fait participer mes élèves au Concours national de la Résistance et de la Déportation, là encore en animant en club, en dehors des cours. Je suis en retraite depuis un petit moment. Depuis deux ans j'interviens dans des classes mais attention, je ne suis pas déportée moi-même, je ne suis pas un témoin. J'interviens en tant qu'historienne puisque j'ai continué à faire des recherches sur ces questions. Je ne suis pas un témoin, sinon un témoin du travail de mémoire, peut-être. J'ai dû mal à évaluer les différences de réaction ou d'émotion des élèves, au cours de ces années. Les situations sont différentes. J'ai du mal à répondre de façon précise à votre question. Quant aux questions des élèves... J'ai parfois

accompagné des témoins dans des classes sans intervenir. Il y a des questions toujours sidérantes de la part de certains élèves comme: « Est ce que vous avez vu Hitler? » Ça sort à tous les coups !

**A- Selon vous, quel est le meilleur vecteur pour parler de la déportation aux jeunes ? Quand vous avez commencé à réaliser votre projet vous vous y êtes pris comment pour parler aux élèves ?**

MB : Je vous l'ai dit c'était juste après le procès Barbie qui a duré deux mois : il avait fait l'actualité tous les jours aux informations, ça aété une bonne entrée en matière. J'en ai parlé dans le club Unesco avec cette dizaine de jeunes qui étaient encore là au mois de mai/juin 87. À la rentrée suivante, ces jeunes étaient prêts à travailler et puis on est très vite allé voir le film. Ç'a été une telle émotion chez les élèves qu'il n'y a pas eu de problème pour démarrer. Les témoignages de déportés étaient un vecteur très important mais maintenant, il n'y a pratiquement plus de témoins vivants. Sinon je crois qu'en choisissant, ou des témoignages enregistrés, ou des films accessibles, ou des documentaires, on peut arriver à motiver les jeunes. Je recommande aussi de lire le livre de Charlotte Delbo dont je vous ai parlé au sujet de la déportation d'Adélaïde Hautval qui s'appelle *Aucun de nous ne reviendra*.

**N- Au sujet d'Adélaïde Hautval, trouvez-vous que son destin est sans équivalent ?**

MB- Oui, je le crois.

**N- Trouvez-vous que l'on peut le retrouver dans d'autres?**

MB- Je crois qu'il n'y a pas beaucoup de gens capables de faire ce qu'elle a fait. D'ailleurs, elle ne se permettait pas de juger les autres. Elle disait : « Moi, j'ai refusé mais pour rien au monde je ne porterai un jugement sur ceux qui n'ont pas voulu ou pas su refuser ». Non, je crois qu'elle était vraiment exceptionnelle. Refuser d'assister les médecins nazis au prix de sa propre vie…

**A- Est-ce que vous avez rencontré des difficultés lors de votre projet?**

MB- (rire) Il ne vaudrait mieux pas que j'en parle ! Mon chef d'établissement à l'époque n'envisageait la classe qu'avec un tableau noir et un bâton de craie ; il ne fallait pas faire de vagues. Alors, ça aété très difficile par moment. Dès que je demandais de déplacer une heure de cours pour recevoir un déporté, cela posait problème et c'était même parfois le refus ! Ce sont là les difficultés principales que j'ai eues. Mais on arrivait à contourner, par exemple en faisant une rencontre ouverte à tous dans une salle municipale un dimanche matin où les parents aussi sont venus.

**N- Quelle est votre propre vécu personnel et familial par rapport à la Seconde Guerre mondiale, la Résistance et la déportation?**

MB- Alors, par rapport à la Résistance je n'ai pas de lien particulier. Par rapport à la déportation, cinq membres de ma famille qui sont morts à Auschwitz et à Sobibor. Mais s'il n'y avait pas eu ce projet en 1987, sans doute je ne m'en serais pas préoccupée de façon aussi engagée sur un plan pédagogique.

**A- Quel est votre regard par rapport à l'attitude des Avonnais et des Bellifontains pendant la guerre, en dehors des cas que vous avez évoqués ?**

MB- Je ne sais pas trop. Il y a eu des collaborateurs, des résistants, des neutres, il y a eu une évolution suivant l'époque… C'est sûr qu'il y avait plus de résistants à la fin de la guerre qu'au début ! Il y a eu un certain nombre de collabos, comme on disait à l'époque, aussi. Mais je ne sais pas exactement… Il y a eu les profiteurs, ceux qui ont profité de l'aryanisation pour récupérer des biens qui avaient appartenus aux Juifs. Il y en a eu d'autres, au contraire, qui ont aidé les Juifs, d'autres qui se sont engagés dans la Résistance et dont les familles ont eu de lourdes pertes.

**N- À côté de *Au Revoir les Enfants*, quel regard portez-vous sur les films abordant la déportation? Ou encore, la BD *Maus* d'Art Spiegelman?**

MB- La BD *Maus* est extraordinaire ! Extraordinaire ! Vraiment ! Alors ça, c'est formidable ! J'en profite pour vous recommander deux autres BD, excellentes : « Deuxième génération- Ce que je n'ia pas dit à mon père » de Michal Kichka (Ed. Dargaud) et « Le photographe de Mauthausen » de Pedro Colombo et SalvaRubio (Ed. le Lombard) sur la déportation des Républicains espagnols engagés dans l'armée française, presque totalement méconnue. Quant aux films, il y a du bon et du mauvais. Et puis il y a les goûts personnels. Il y a des films que je n'aime pas. Il y a des films qui sont jugés remarquables que moi, je ne juge pas remarquables. Il y en a d'autres au contraire que j'apprécie beaucoup.

**N- Trois quarts de siècles après la Libération, quel regard portez-vous sur la mémoire de la guerre au sein de la société française ?**

MB- Ça me semble être une période essentielle de l'histoire et de la prise de conscience justement de la question des droits humains et de ce qu'il faut faire et ne pas faire, de ce qui peut arriver ou pas ; c'est une leçon d'éthique. Maintenant, je comprends que des gens aujourd'hui se disent qu'il y a tellement d'autres problèmes qu'il faudrait passer à autre chose, même si je crois qu'ils ont tort car cela me semble quand même essentiel : un Etat parmi les plus « civilisé » du monde, parmi les plus avancés techniquement, qui décide qui a ou non le droit de vivre et met cela en pratique de façon industrielle. C'est pour ça, que je suis dans des associations qui maintiennent cette mémoire.

**A- Les lois Gayssot de 1990, qui poursuivent pénalement les incitations à la haine raciale et antisémite, dont la négation du génocide juif, sont-elles bonnes et indispensables?**

MB- Cela me paraît important, mais certains le contestent. Le racisme et l'antisémitisme, ça commence par des mots. Et quand on voit aujourd'hui un certain nombre de gens qui n'hésitent pas à utiliser des propos extrêmement violents contre certaines minorités... Ça aboutit parfois à ce qu'il y ait des violences faites contre ces personnes. Les gens faibles sont poussés à la roue par ce genre de discours. Ils prennent tout au pied de la lettre mais peut-être qu'ils n'agiraient pas s'ils ne se sentaient pas encouragés par un certain nombre de propos, de discours. Donc se dire que c'est simplement des mots… non, c'est plus que ça.

**N- Selon vous, pourquoi les prédécesseurs de Jacques Chirac à l'Elysée n'ont-ils pas reconnu aussi clairement que lui la responsabilité de la France dans la collaboration et la deportation ?**

MB- Il faut remonter à De Gaulle et à 1945, où à l'époque, la seule France qui existe c'est la France résistante. On nie Vichy, on nie l'État français, ça n'existe pas. La seule France, la vraie France, c'est la France de Londres. C'est de la fiction, mais De Gaulle et d'autres étaient eux-mêmes résistants et ils ont préféré maintenir cette fiction au nom de la « raison d'État » aussi. Je vous ai parlé toute à l'heure du chef des polices allemandes en France, le général SS Carl Oberg. Il a été condamné à mort en 1954 en France, peine commuée en prison à perpétuité, et c'est De Gaulle qui l'a fait sortir de prison et qui l'a libéré, au moment du traité de l'Elysée, au nom du rapprochement franco-allemand. Qui a rappelé cela lors du 50$^{e}$ anniversaire de ce traité l'an passé ? Personne. Pour de Gaulle seule comptait la raison d'Etat, la grandeur de la France l'union des Français quitte à des contorsions avec l'Histoire. Et la question du génocide des Juifs n'est devenue une question essentielle en France qu'avec les années 1980. Avant elle est ignorée.

**A- Au vu des événements qui s'y sont déroulés - la déportation des enfants du collège des Carmes ou l'assassinat de Georges Mandel – pensez-vous qu'un lieu de mémoire vivante comme un musée est souhaitable à Fontainebleau?**

MB-Il va, justement, y avoir un musée l'année prochaine. Il sera inauguré le 2 juin dans des locaux du centre spirituel des Carmes d'Avon. Dans la cour, au fond, il y a un petit bâtiment qui a servi de préau quand c'était le collège des Carmes. Il a été fermé et est devenu un garage. Aujourd'hui, c'est un dépotoir mais il est en train d'être transformé en musée. Ce sera donc un musée où cette histoire-là sera présente, et il sera libre d'accès. Pourquoi le 2 juin ? Parce que c'est le jour de l'anniversaire de la mort du Père Jacques. Pour les autres déportés d'Avon, on ne sait pas exactement quand ils sont morts. Il y a des dates supposées mais on n'est pas bien sûr que ce soit la date réelle parce que la comptabilité qui était faite dans les camps était souvent fictive et approximative. Tandis que le Père Jacques, lui, était libéré depuis début mai. Mais il est tombé malade d'épuisement tout de suite. Il a été hospitalisé dans l'hôpital le plus proche, dans la ville de

Linz, et il s'est éteint le 2 juin. Depuis quatre ans, Avon commémore régulièrement la date du 2 juin et donc les Carmes sont en train de préparer un petit musée.

**N- Que pensez-vous de la panthéonisation de Simone Veil ? Pensez-vous que d'autres personnes mériteraient également d'être admises ?**

MB- Oui, sûrement qu'il y a d'autres personnes qui mériteraient d'être panthéonisées. Quelqu'un comme Adélaïde Hautval le mériterait. Mais elle est loin d'être suffisamment connue malheureusement. Pourtant ce qu'elle a fait est tellement exceptionnel... Mais oui, je pense que c'est une bonne chose que Simone Veil ait été panthéonisée.

**A- Est-ce que les époux Klarsfeld sont à vos yeux dignes d'être panthéonisés ?**

MB- Non, pas d'être panthéonisés. Mais leur travail de mémoire depuis la fin des années 1970 est remarquable, c'est sûr !

**N- Une dernière question. Êtes-vous plutôt optimiste ou pessimiste quant aux leçons tirées des exactions commises il y a trois quarts de siècle, en Europe et en France ?**

MB- On ressent un certain pessimisme quand même aujourd'hui quand on voit la montée de l'extrême-droite dans un certain nombre de pays européens dont la France et ailleurs dans le monde. Même s'il y a des pays où on résiste, même si on voit que des partis d'extrême-droite qui avaient été portés au pouvoir dans certains pays viennent d'être battus récemment, il y a de quoi avoir une certaine inquiétude et c'est aux jeunes de rester vigilants et de ne pas se laisser influencer par certains qui ne cherchent qu'à faire le buzz avec des propos intolérables alors que l'Histoire nous a montré que des paroles préparent les esprits et donc peuvent tuer.

**Propos recueillis par Astrid van de Blankevoort (TES1) et Ninog Jouanno (TS3), le 2 octobre 2019**